

Pour une représentation forte des céréaliers à Strasbourg le 11 juin

par Jean-Jacques VORIMORE, Secrétaire Général de l'AGPB

■ A l'initiative du COPA, Comité des Organisations Professionnelles Agricoles européennes, et de la FNSEA en ce qui concerne la France, des dizaines de milliers d'agriculteurs vont aller manifester le 11 juin prochain à Strasbourg en faveur d'une PAC qui prenne en compte leurs aspirations à des prix et rémunérations décentes. Aujourd'hui, en effet, la Commission européenne, devenue aveuglément libérale, utilise toutes les situations et tous les prétextes possibles pour remettre en cause l'organisation des marchés et les soutiens aux productions.

Il est indispensable que les producteurs de céréales, en particu-



lier, soient fortement représentés à Strasbourg. Après 10 mois d'im-

portations débridées de blés et orges d'Ukraine et de Russie, il font partie des exploitants les plus affectés par l'attitude de la Commission. En outre, ils sont également très visés par les propositions qui courent en faveur d'une réorientation des soutiens aux productions vers le développement rural, à l'occasion du réexamen à mi-parcours d'Agenda 2000.

Pour les céréaliers, être nombreux à Strasbourg, ce sera donner un signe fort aux autorités communautaires qui, manifestement, ne se sentent pas pressées d'agir contre les importations. Si elles se prétendent sensibles à la situa-

tion, les démarches qu'elles entreprennent pour y remédier sont si complexes qu'au mieux, le problème ne saurait être réglé avant la fin de l'année ! Il sera trop tard. Il est inconcevable que nos récoltes 2002 soient payées 80 €/tonne (50F/q). Il faut que les importations de Russie et d'Ukraine soient stoppées dès le début de la campagne. Il faut une pression maximale pour y contraindre la Commission européenne, laquelle a tous les moyens juridiques en mains pour traiter efficacement la question dans les plus brefs délais

Etre nombreux à Strasbourg, c'est également indispensable vis

à vis du Gouvernement français, dont l'action est fondamentale pour parvenir à cet arrêt des importations. Nous devons lui faire comprendre définitivement qu'il doit reprendre la main à Bruxelles en matière de politique céréalière. Si notre pays, en effet, n'avait pas négligé durant plusieurs années la défense de ses intérêts céréaliers, nous n'en serions pas là.

Merci de prendre contact avec votre FDSEA/UDSEA pour participer à la manifestation de Strasbourg. De son côté, l'AGPB lui remet des signes distinctifs qui, distribués aux producteurs de céréales, leur permettront d'être reconnus en tant que tels.